



On voit loin pour notre monde



FÉDÉRATION  
QUÉBÉCOISE DES  
MUNICIPALITÉS

## **Front commun des élus municipaux et de l'industrie forestière du Québec et de l'Ontario en faveur d'une promotion accrue des pratiques forestières responsables**

**Québec, le 28 mai 2015** – Dans un geste fort sans précédent, les élus municipaux du Québec et de l'Ontario, accompagnés des représentants de l'industrie forestière des deux provinces, se sont unis le 27 mai à Ottawa pour enjoindre les différents paliers de gouvernements à renforcer la promotion sur la scène internationale des pratiques forestières québécoises, ontariennes et canadiennes respectueuses des principes du développement durable.

Lors d'une conférence de presse, M. Jean-Pierre Boivin, représentant de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), préfet de la MRC de Maria-Chapedelaine et président de l'Alliance forêt boréale; M. David Canfield, maire de Kenora et président de la Fédération des municipalités du nord de l'Ontario (FONOM); Mme Jamie Lim, présidente-directrice générale de l'*Ontario Forest Industry Association* (OFIA) ainsi que M. André Tremblay, président-directeur général du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), ont tenu à rappeler le rôle des gouvernements dans la nécessaire pédagogie, sur la scène internationale, des pratiques axées sur le développement durable de l'industrie forestière canadienne, une industrie innovante et créatrice de richesse.

« L'exploitation durable de la forêt est un maillon essentiel pour l'occupation de nos territoires et la vitalité de nos communautés, tant au Québec qu'en Ontario. Si des clients internationaux cessent d'acheter des produits de la forêt boréale sur la base d'informations erronées, ce sont des milliers de travailleurs et de travailleuses qui vivent de la forêt dans nos municipalités qui sont menacés », s'inquiète M. Jean-Pierre Boivin, membre du conseil d'administration de la FQM.

« En plus de condamner cette campagne qui menace l'emploi et la viabilité économique de nos communautés, les représentants élus des deux provinces demandent aux gouvernements d'investir dans la promotion des pratiques forestières de l'Ontario et du Québec au niveau international », a mentionné M. David Canfield, maire de Kenora.

Premiers témoins des pratiques réelles des entreprises forestières présentes dans la forêt boréale, les maires veulent ainsi répondre de manière légitime à la campagne menée par des militants environnementaux qui menacent indûment la vitalité économique et les emplois dans leur communauté. Ils sollicitent ainsi un investissement des différents paliers de gouvernements pour que l'appréciation des activités industrielles dans la forêt boréale se fasse dorénavant sur la base de faits.

### **Une industrie qui s'appuie sur les principes du développement durable**

Les représentants du CIFQ et de l'OFIA ont rappelé que l'industrie forestière canadienne a les pratiques

forestières parmi les plus rigoureuses au monde, exerce ses activités de façon durable, responsable et surtout procure des emplois de qualité à des milliers de travailleurs, tant au Québec qu'en Ontario, générant des retombées économiques significatives dans de nombreuses régions et communautés.

« Avec plus de 150 000 emplois directs et indirects et ses 15,8 milliards de dollars de revenus annuels, l'industrie forestière constitue le pilier économique de plusieurs régions du Québec. Les gouvernements, tant fédéral que provincial, doivent nous soutenir et prendre des mesures énergiques pour faire la promotion de nos bonnes pratiques afin de contrer les campagnes de désinformation en cours auprès de grands clients internationaux, avant que celles-ci aient des conséquences irrémédiables sur les communautés », a déclaré M. André Tremblay.

« Le secteur forestier de l'Ontario est la deuxième plus grande industrie de cette province, générant un chiffre d'affaires de plus de 11 milliards de dollars et soutenant 170 000 emplois. Sa contribution à l'économie est donc significative si l'on considère que seulement 0,5 % des forêts de l'Ontario est récolté de façon durable chaque année. Les groupes environnementaux comme Greenpeace doivent être tenus responsables de leurs campagnes de désinformation qui nuisent à la réputation des créateurs d'emplois et mettent en péril les moyens de subsistance des citoyens qui travaillent de manière acharnée », a ajouté M<sup>me</sup> Jamie Lim.

En plus de la conférence de presse tenue à Ottawa, près d'une trentaine d'élus municipaux du Québec et de l'Ontario se sont déplacés pour rencontrer le ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales, et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Denis Lebel.

Source :

Marc-Antoine Fortin  
Responsable des relations avec les médias  
418-651-3343 poste 263 / 418-564-6224  
[mafortin@fqm.ca](mailto:mafortin@fqm.ca)